



Ce que nous avons entendu :
Rapport de mobilisation 2022-2023



• Groupe consultatif pour la
carboneutralité

Table des matières



Remerciements	3
Introduction	4
Ce que nous avons entendu – Messages généraux	5
Objets de nos activités de mobilisation	6
Contexte	7
Approche de mobilisation	8
Mobilisation des partenaires autochtones	10
Gouvernance carboneutre	14
Politique industrielle de carboneutralité	16
Systèmes énergétiques carboneutres	20
Mesures pour 2030 et cible pour 2035	23
Soutenir la recherche et la mobilisation sur la carboneutralité	27
Réflexions finales	30
Membres du GCPC	31
Annexe	
Liste des organisations et des personnes mobilisées	32

Ce que nous avons entendu : Rapport de mobilisation 2022-2023 Groupe consultatif pour la carboneutralité.

Cat. No.: En4-650/2024E-PDF
ISBN: 978-0-660-70498-2

À moins d'avis contraire, il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en totalité ou en partie, à des fins de diffusion commerciale sans avoir obtenu au préalable la permission écrite de l'administrateur du droit d'auteur d'Environnement et Changement climatique Canada. Si vous souhaitez obtenir du gouvernement du Canada les droits de reproduction du contenu à des fins commerciales, veuillez demander l'affranchissement du droit d'auteur de la Couronne en communiquant avec :

Environnement et Changement climatique Canada
Centre de renseignements à la population

Immeuble Place Vincent-Massey
351, boulevard Saint-Joseph
Gatineau (Québec) K1A 0H3
Numéro sans frais : 1-800-668-6767

Courriel : enviroinfo@ec.gc.ca

Photos: ©Environnement et Changement climatique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, 2024

Also available in English

Remerciements

Le présent rapport a été élaboré par les membres du Groupe consultatif pour la carboneutralité (GCPC), qui résident collectivement sur les territoires visés par le Traité 2 et le Traité 13, les territoires traditionnels des **Mississaugas de Credit**, les **Anishinaabeg**, des **Cris**, des **Dakota**, de la **Nation oji-crie**, des **Chippewas**, des **Haudenosaunee** et de la **Nation huronne-wendat**, la terre ancestrale de la **Nation métisse**, les territoires traditionnels non cédés des nations **xʷməθkʷəy̓əm** (**Musqueam**), **Sḵw̓x̓wú7mesh** (**Squamish**) et **səlilwətaɣ** (**Tsleil-Waututh**), **Passamaquoddy**, **Wolastoqiyik** (**Malécites**) et **micmaques**, et un territoire qui a une longue histoire de rencontres et d'échanges entre de nombreuses nations (Montréal).

Notre travail a été rendu possible par les centaines de personnes et d'organisations qui ont consacré leur temps et leurs idées pour nous aider à éclairer nos conseils. Une liste des organisations que nous avons mobilisées de janvier 2022 à décembre 2023 est dressée dans une annexe au présent rapport. Nous désirons également reconnaître la précieuse contribution des fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux qui ont appuyé le GCPC par des séances d'information et d'échanges d'information.

AVERTISSEMENT : Les opinions exprimées dans le présent document représentent les opinions indépendantes du GCPC. Elles ne représentent pas les opinions, les décisions ou les politiques énoncées par Environnement et Changement climatique Canada.

Introduction

Nous sommes le [Groupe consultatif pour la carboneutralité](#) du Canada, établi en 2021 en vertu de la [Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité](#) afin de fournir au ministre de l'Environnement et du Changement climatique des conseils indépendants sur l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050. Notre mandat comprend également la réalisation d'activités de mobilisation liées à l'atteinte de la carboneutralité. Nous travaillons en étroite collaboration avec d'autres organismes consultatifs, tant au Canada qu'à l'étranger, avec tous les ordres de gouvernement, les gouvernements et les organismes autochtones, les jeunes, la société civile, l'industrie, des experts, y compris des scientifiques et des détenteurs de connaissances autochtones, et des organismes internationaux.

Le présent rapport fait état de nos efforts de mobilisation de 2022 à 2023, ainsi que des principales constatations issues de ces activités. Notre engagement au cours de

cette période a pris de nombreuses formes, y compris des mémoires et des tables rondes, des séances d'information et des discussions, des présentations et des webinaires, des conférences et des tables rondes, et plus encore. Les leçons que nous avons tirées de cet exercice de mobilisation ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration de nos conseils.

Nous avons fourni des conseils, éclairés par nos consultations, au ministre de l'Environnement et du Changement climatique Canada dans notre Rapport annuel 2022, [Être concurrentiel et se démarquer dans un avenir carboneutre](#), ainsi que dans le cadre de la correspondance et des réunions avec le ministre en 2023. Un aperçu complet des enjeux que nous avons examinés, y compris ceux qui ont fait l'objet de discussions dans le cadre de nos activités de mobilisation, et nos conseils à l'intention du ministre seront présentés dans notre prochain rapport annuel de 2023, qui sera publié plus tard en 2024.



Ce que nous avons entendu – Messages généraux

DIX GRANDS THÈMES SONT RESSORTIS DE NOTRE MOBILISATION DE 2022-2023 QUI TRANSCENDENT NOS DOMAINES DE TRAVAIL PARTICULIERS. NOUS AVONS CHOISI DE LES PRÉSENTER PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE:



Responsabilité : La culture et les mécanismes de responsabilisation à l'égard de la carboneutralité doivent être intégrés dans les secteurs public et privé afin de nous aiguiller et de nous maintenir sur la trajectoire vers la carboneutralité.



Abordabilité : L'élaboration d'une politique de carboneutralité doit tenir compte des défis liés au coût de la vie auxquels sont confrontés de nombreux Canadiens.



Concurrence : La politique de carboneutralité doit à la fois réduire les émissions et permettre au Canada d'avoir une économie carboneutre concurrentielle et prospère.



Équité : Les politiques et les programmes climatiques doivent bâtir des collectivités plus fortes et plus équitables, qui répondent aux besoins sociaux, sanitaires et économiques, tout en favorisant la réduction des émissions.



Droits des Autochtones : Les droits des Autochtones doivent être respectés, notamment ce que sous-tend la mise en œuvre de façon complète et significative de la *Loi sur la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones*, dans tous les projets et dans toutes les trajectoires vers la carboneutralité.



Mise en œuvre : Il faut agir dès maintenant pour mettre en œuvre pleinement des politiques engagées en temps opportun afin d'atteindre les objectifs ambitieux du Canada en matière de réduction des



émissions de gaz à effet de serre et, dans bien des cas, les renforcer pour nous mettre sur les trajectoires de la carboneutralité.

Personnes : Les trajectoires vers la carboneutralité doivent être davantage axées sur les personnes, y compris les peuples autochtones, les communautés locales et racisées, le secteur privé (petites et moyennes entreprises), les travailleurs et les syndicats, ainsi que sur les jeunes, les nouveaux Canadiens, les femmes et les populations économiquement vulnérables.



Connaissances des réalités régionales : Il faut tenir compte des différences et des circonstances régionales, y compris la différence des besoins entre les milieux urbain et rural, la conception des systèmes énergétiques et la distribution de l'infrastructure et de la main-d'œuvre, lors de la conception et de la mise en œuvre de politiques, de programmes et de technologies carboneutres.



Transparence : Le processus d'élaboration des politiques canadiennes sur la carboneutralité, y compris l'utilisation des données et de la modélisation, doit être ouvert et transparent.



Vision : Le Canada a besoin d'une vision claire de l'avenir carboneutre et de la transition énergétique du pays pour stimuler la demande et les investissements.

Ces thèmes s'harmonisent avec nos **10 valeurs et principes de conception pour l'atteinte de la carboneutralité**, et orienteront notre travail à l'avenir.

DOMAINES À EXAMINER PLUS EN PROFONDEUR :

Nous prenons également acte des commentaires reçus ces deux dernières années des intervenants et des partenaires qui auraient aimé que nous fournissions des conseils plus complets sur certains sujets précis. Nous avons entendu parler de l'importance d'approfondir les travaux sur la contribution des secteurs de la foresterie, de la biomasse et de l'agriculture aux trajectoires vers la carboneutralité. Les intervenants ont manifesté de l'intérêt pour des travaux qui examinent la nécessité d'améliorer les estimations des émissions, de réduire les émissions de façon durable et de renforcer la compétitivité du Canada dans ces secteurs. Nous envisageons actuellement d'inclure ces sujets dans les futurs plans de travail.

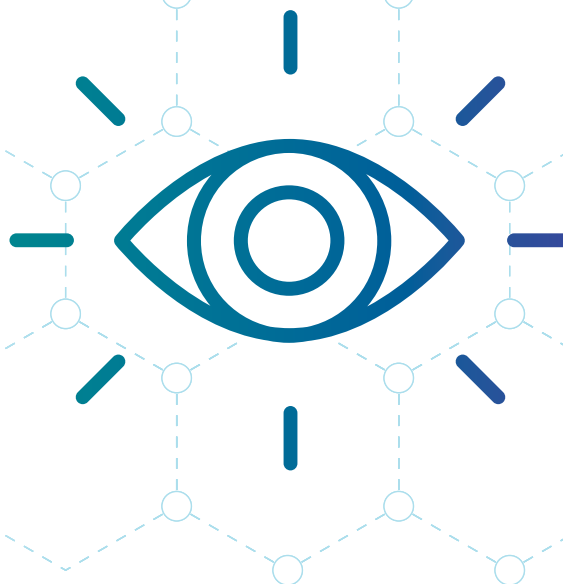


Objets de nos activités de mobilisation



Nos conseils indépendants sont élaborés en fonction des domaines prioritaires, appelés « champs d'enquête ». Nous recevons également des demandes de conseils du ministre de l'Environnement et du Changement climatique sur des questions précises.

En 2022, le GCPC a adopté trois champs d'enquête : gouvernance carboneutre, politique industrielle de carboneutralité et systèmes énergétiques carboneutres. En 2023, nous nous sommes également mobilisés sur les questions renvoyées par le ministre. Cela comprend l'élaboration de conseils sur des mesures progressives pour aider le Canada à atteindre sa cible de réduction des émissions de 2030 et l'établissement de la cible du Canada pour 2035.



Contexte

Les répercussions des changements climatiques sont déjà profondément ressenties au Canada, notamment la chaleur et les conditions météorologiques extrêmes, l'amincissement des glaciers, le dégel du pergélisol, les changements perturbateurs de la qualité et de la quantité de l'eau et l'élévation du niveau de la mer. La saison des feux de forêt de 2023 a été la plus dévastatrice jamais enregistrée, brûlant 5 % des forêts du Canada et déplaçant des dizaines de milliers de personnes à la suite d'ordres d'évacuation. La santé et la vie quotidienne des Canadiens sont touchées. Même si le moment le plus judicieux pour agir remonte à plusieurs décennies, le prochain moment le plus judicieux pour agir est aujourd'hui.

Nous savons qu'il est urgent d'agir dès maintenant pour définir les systèmes futurs souhaités, assurer la capacité de concurrence du Canada dans l'économie mondiale et disposer de suffisamment de temps pour investir et bâtir les infrastructures matérielles, sociales et institutionnelles de demain. En collaborant avec les intervenants, les partenaires et les Canadiens, nous travaillons à définir ces systèmes et à élaborer des conseils sur les trajectoires que le Canada

doit suivre pour évoluer dans un avenir prospère et carboneutre.

Conformément à notre **mandat**, le GPCPC est tenu d'élaborer et de publier tous les ans un rapport rétrospectif sur « ce que nous avons entendu ». Depuis la publication de notre premier rapport sur **Ce que nous avons entendu**, qui portait sur nos activités de mobilisation entre juillet 2021 et janvier 2022, nous avons continué à écouter et à apprendre de divers points de vue partout au Canada, à approfondir notre travail sur nos champs d'enquête et à formuler des conseils à l'intention du ministre de l'Environnement et du Changement climatique sur les trajectoires vers la carboneutralité.

Il s'agit de notre deuxième rapport sur Ce que nous avons entendu, qui souligne nos activités de mobilisation pour 2022 et 2023, ainsi que les messages généraux, les thèmes communs et les points de divergence que nous avons entendus. Même si nous avons parfois entendu une majorité ou une minorité de participants pour ou contre des idées précises, ou indécis, nous avons choisi de ne pas tenir compte de ce niveau de détail parce que notre échantillon était relativement petit.

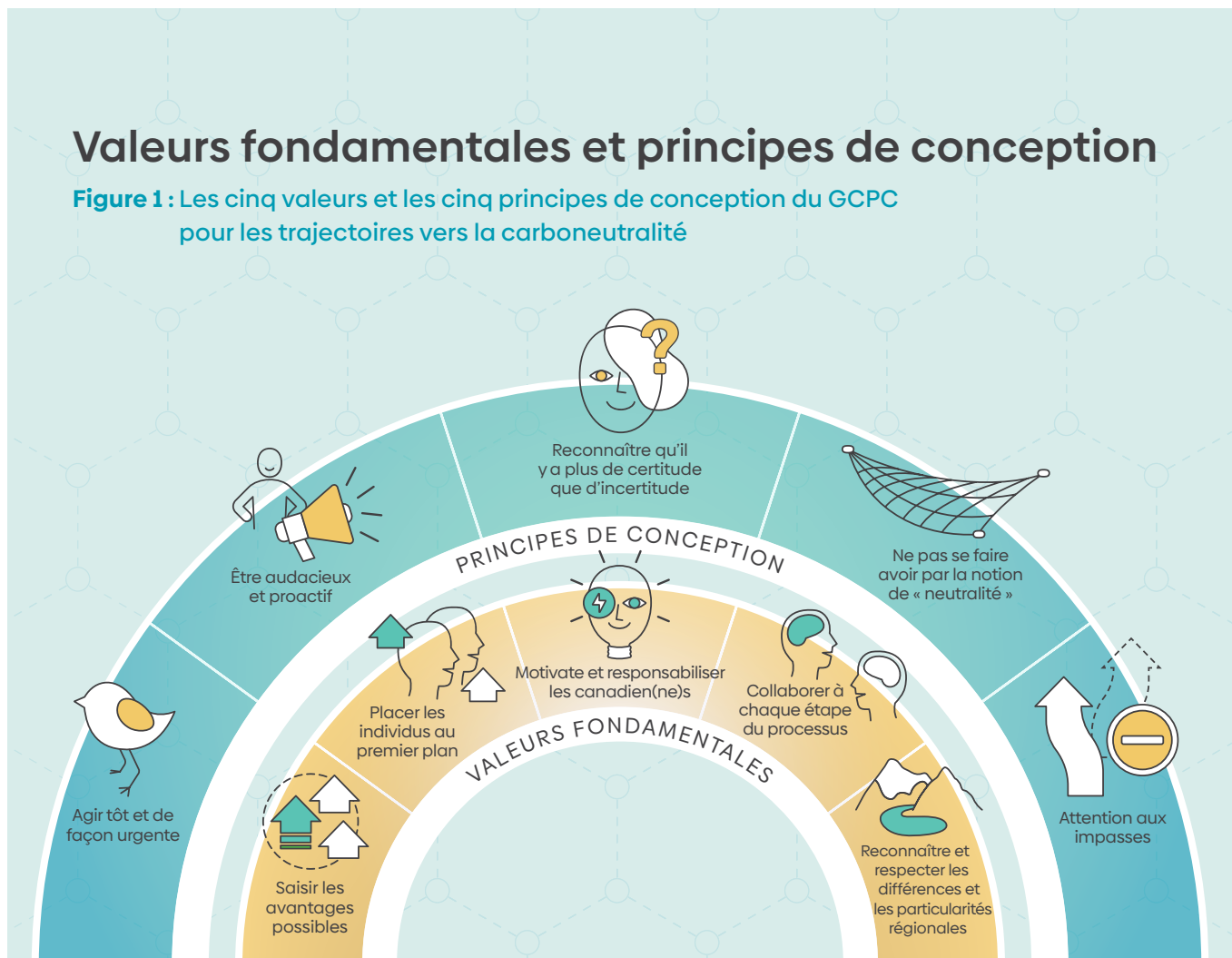
Approche de mobilisation

Notre approche en matière de mobilisation s'appuie sur les **10 valeurs et principes de conception** (voir la figure 1) que nous considérons comme fondamentaux pour la trajectoire vers la carboneutralité, y compris saisir les avantages positifs, placer les individus au premier plan pour que personne ne soit laissé pour compte, motiver et responsabiliser les Canadiens, respecter les différences et les particularités régionales et collaborer à chaque étape.

Nos activités de mobilisation sont également fondées sur les principes de conception des parcours vers la carboneutralité, y compris l'importance d'agir tôt et de façon urgente, d'être audacieux et proactif, et de reconnaître qu'il y a plus de certitude que d'incertitude sur les trajectoires vers la carboneutralité, ne pas se faire avoir par la notion de « neutralité » en privilégiant l'élimination des émissions aux compensations et faire attention aux impasses qui pourraient limiter la capacité du Canada d'atteindre la carboneutralité.

Valeurs fondamentales et principes de conception

Figure 1 : Les cinq valeurs et les cinq principes de conception du GPCP pour les trajectoires vers la carboneutralité



Comment le GCPC s'est-il-mobilisé?

TYPE DE MOBILISATION	DESCRIPTION	MESURES
Discussions et séances d'information	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de discussions et de séances d'information spécialisées ou participation à celles-ci • Réunions bilatérales avec des experts, des fonctionnaires et des décideurs • Les discussions des projets de recherche en cours ne sont pas incluses dans le présent rapport; toutefois, les résultats préliminaires de la recherche seront reflétés dans notre rapport annuel de 2023 	<ul style="list-style-type: none"> • 113 séances d'information et discussions
Tables rondes (virtuelles)	<ul style="list-style-type: none"> • Discussion en petits groupes d'une heure et demie pour entendre les points de vue des intervenants • Nous avons entendu un large éventail d'experts sur la politique industrielle de carboneutralité et les systèmes énergétiques carboneutres 	<ul style="list-style-type: none"> • 6 tables rondes • 50 participants
Ateliers	<ul style="list-style-type: none"> • Séances interactives d'une demi-journée axées sur la production de nouvelles connaissances • Vision des systèmes énergétiques carboneutres • Budget carbone • Gouvernance des changements climatiques • Modélisation de la carboneutralité 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de deux ateliers (18 participants aux ateliers organisés par le GCPC) • Participation à deux ateliers organisés par d'autres entités
Présentations	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation d'exposés lors de réunions d'intervenants, d'événements d'associations et de webinaires publics 	<ul style="list-style-type: none"> • 6 présentations aux intervenants / partenaires • 2 présentations à des événements organisés par des associations • 2 webinaires publics
Conférences	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation conjointe des conférences de 2022 et de 2023 avec l'Institut climatique du Canada Regard sur 2030 : réussir la prochaine décennie pour la carboneutralité, et Donner de l'élan à la carboneutralité • Participation à la COP27 et à la COP28 en tant que membre de la délégation canadienne 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation conjointe de deux conférences • 249 participants en personne et 1 646 participants à la conférence virtuelle en 2022 • 318 participants en personne et 2 247 participants à la conférence virtuelle en 2023 • Participation à deux conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatique
Discussions en groupe	<ul style="list-style-type: none"> • Participation à des tables rondes pour partager nos conseils et nos points de vue sur les trajectoires vers la carboneutralité lors de conférences, de réunions d'intervenants, d'événements d'associations et de webinaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Participation à 25 tables rondes
Mémoires	<ul style="list-style-type: none"> • Nous avons reçu des mémoires et de la correspondance d'intervenants et de partenaires, notamment pour éclairer nos conseils sur les mesures nécessaires pour que le Canada atteigne sa cible de réduction des émissions de 2030 	<ul style="list-style-type: none"> • 31 mémoires et lettres reçues



Mobilisation des partenaires autochtones

Nous reconnaissons que les peuples autochtones sont à l'avant-garde des répercussions des changements climatiques et de la lutte contre les changements climatiques. Des conditions météorologiques extrêmes à l'érosion côtière en passant par la perte de glace de mer, le dégel du pergélisol et le déclin de la biodiversité, les changements climatiques ont une incidence directe sur les peuples autochtones et leur mode de vie ([Atlas climatique du Canada](#)). Les feux de forêt destructeurs et les inondations déplacent des milliers de personnes de leurs collectivités d'origine, et les travaux de réparation et de restauration ne se font que beaucoup plus tard. Les peuples autochtones du Canada sont touchés de façon disproportionnée, car ces répercussions des changements climatiques intensifient également la crise actuelle du logement chez les Autochtones et d'autres iniquités sociales, économiques et sanitaires.

Malgré ces défis, les Premières Nations, les Inuits et les Métis sont des chefs de file dans la lutte contre les changements climatiques. Dans le cadre de nos activités de mobilisation, des projets dirigés par des Autochtones ont été présentés comme des exemples de leadership en matière d'énergie propre et de développement économique, dont deux sont soulignés dans le présent rapport. Grâce à leurs solutions fondées sur des connaissances intergénérationnelles approfondies, leur relation avec la terre et leur leadership communautaire, les peuples autochtones peuvent nous fournir de précieux enseignements pour orienter nos conseils sur les trajectoires vers la carboneutralité.

Métis Nation of Alberta : Projet Solar Salay Prayzaan de Métis Crossing



La Métis Nation of Alberta prévoit d'atteindre la carboneutralité avec le lancement d'une centrale solaire près de Métis Crossing. Le projet [Métis Crossing Solar Farm](#) est une installation communautaire de 4,86 mégawatts alimentée à l'énergie solaire. Il s'agira du projet solaire raccordé au réseau de la plus grande envergure qui soit situé aussi loin dans le nord de l'Alberta. Le projet est le fruit d'une collaboration entre la Métis Nation of Alberta, la Ville de Smoky Lake et le comté de Smoky Lake. Le nom Salay Prayzaan est bien choisi, il signifie en michif « don du soleil ». Le projet de centrale solaire de Métis Crossing, propriété à 100 % de la Métis Nation of Alberta, devrait produire suffisamment d'électricité pour alimenter tous les bâtiments de la Métis Nation of Alberta et les bâtiments associés à ses activités, soit environ l'équivalent de 1 200 maisons en Alberta. Il compensera des émissions de 4 700 tonnes de CO₂ par année. Les profits générés par le projet serviront à financer des initiatives et des programmes de développement social et économique par l'entremise de la Métis Nation of Alberta, au profit des Métis de l'Alberta. Les partenariats avec la ville et le comté de Smoky Lake favoriseront également le développement économique et durable, en plus de générer des recettes fiscales pour comté.

Projets d'énergie propre de Six Nations of the Grand River

Six Nations of the Grand River, situé dans le sud de l'Ontario, est la plus importante collectivité des Premières Nations au Canada. Cette collectivité participe activement à de multiples projets d'énergie, renouvelable à grande échelle, y compris des parcs solaires et éoliens, et sa société de développement s'associe maintenant à NRStor pour construire l'un des plus grands parcs de batteries

en Amérique du Nord, qui sera capable de stocker 1 000 mégawatts-heures d'électricité. Le projet générera et stockera de l'électricité en dehors des heures de pointe lorsque la demande d'électricité est faible et la retournera lorsque la demande augmentera, ce qui devrait réduire les émissions de 2,2 à 4,1 millions de tonnes. Cela équivaut à retirer jusqu'à 40 000 voitures de la circulation.

CE QUE NOUS AVONS FAIT

Le GCPC a comme priorité de cultiver des espaces propices à une mobilisation significative avec les peuples autochtones. Nous savons bien humblement qu'il nous faut entendre beaucoup plus de voix autochtones et accomplir beaucoup plus de travail pour que nos conseils soient adéquatement éclairés afin de refléter les connaissances autochtones, les points de vue représentatifs et les expériences vécues dont on nous a fait part. Nous sommes profondément reconnaissants envers les partenaires autochtones qui ont participé à nos diverses activités de mobilisation des Autochtones en 2022 et 2023, notamment par la tenue de dialogues, la réception de mémoires et la participation à des conférences avec des dirigeants de nations, d'entreprises et d'associations autochtones, ses organismes sans but lucratif et ses organisations autochtones nationales.

En novembre 2023, nous avons également entrepris une formation de sensibilisation aux cultures autochtones qui nous a permis de mieux comprendre les réalités uniques auxquelles sont confrontés de nombreux peuples autochtones, y compris l'héritage des politiques coloniales et assimilatrices comme la Loi sur les Indiens. Nous avons été touchés par cette expérience et par ce que nous avons entendu dans le cadre de nos activités de mobilisation des Autochtones. Pour ce qui est de l'avenir, nous sommes déterminés à approfondir notre sensibilité aux réalités, aux priorités et au leadership autochtones afin d'éclairer nos conseils.

Stratégie de mobilisation des connaissances autochtones du GCPC



Nous avons établi un partenariat avec Cambium Indigenous Professional Services (CIPS), une organisation détenue et exploitée par des Autochtones, dans le cadre d'un plan pour 2024-2025 visant à renforcer nos relations et notre engagement avec les peuples autochtones. Notre plan s'appuie sur la formation de sensibilisation aux cultures autochtones que CISP nous a offerte en 2023 et comprend des plans de mobilisation lors d'événements et de conférences dirigés par des Autochtones, des entrevues et des réunions avec des partenaires autochtones, ainsi qu'une approche complémentaire pour recevoir des commentaires écrits (p. ex. au moyen d'un sondage ou de mémoires). Alors que nous continuons d'apprendre et de recevoir des commentaires de nos partenaires autochtones, notre stratégie de mobilisation des Autochtones évoluera et demeurera évolutive et pertinente grâce aux conseils continus de CISP.

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

Les partenaires autochtones nous ont dit que nous devons tenir compte consciencieusement des points de vue des Autochtones et des solutions dirigées par les Autochtones afin d'éclairer les conseils stratégiques sur la carboneutralité qui reflètent les réalités et les priorités des peuples autochtones. Nous avons également entendu parler de l'importance de reconnaître le leadership autochtone en matière de climat et de cultiver des « espaces éthiques » – où il y a une prise en compte et une valorisation équitable des connaissances autochtones et des systèmes de connaissances occidentales et des solutions climatiques connexes. Voici des thèmes plus précis qui ont été soulevés :

- **Concept de la carboneutralité :**
Le concept de la carboneutralité doit être examiné du point de vue des Autochtones. Si la « carboneutralité » est présentée uniquement comme un objectif de comptabilisation des gaz à effet de serre, elle pourrait entraîner des inégalités qui ont une incidence disproportionnée sur le mode de vie des peuples autochtones sans pour autant appuyer les priorités autochtones. Le cadre de la carboneutralité devrait mettre l'accent sur un processus vers un avenir juste, équitable et résilient qui intègre des objectifs sociaux, environnementaux et culturels en plus des objectifs de réduction des gaz à effet de serre et de croissance économique.
- **Réalités uniques :** Réalités socioéconomiques uniques, en particulier lorsque les besoins essentiels ne sont pas satisfaits (p. ex. déficits dans le logement, l'eau, les systèmes alimentaires, le coût élevé de la vie, l'éloignement, l'infrastructure, la dépendance au diesel) et les priorités immédiates (p. ex. accès à un logement sécuritaire et à des systèmes de chauffage fiables, à une eau potable propre et salubre, à la sécurité alimentaire) des Inuits, des Premières Nations et des Métis doivent être comprises. Il est nécessaire de mobiliser les collectivités qui dépendent du diesel afin d'éclairer les politiques qui appuient la réduction du diesel tout en respectant les réalités et les besoins locaux.
- **Répercussions sur l'équité :** Un examen holistique de la carboneutralité doit aller au-delà du dialogue sur la réduction des émissions pour évaluer et examiner la possibilité d'une distribution inégale des répercussions et des avantages. Les trajectoires vers la carboneutralité doivent aller au-delà des solutions du marché et des solutions technologiques qui peuvent perpétuer des répercussions négatives sur les peuples autochtones pour inclure également des solutions fondées sur le savoir autochtone, les relations avec la terre et la collectivité.
- **Réconciliation économique :** La réconciliation économique doit être favorisée par des partenariats avec les peuples autochtones dans le cadre de projets à consommation énergétique carboneutre, en tenant compte des aspects que sont le respect des terres autochtones, les possibilités d'emploi, la mobilisation précoce et significative, la participation des fournisseurs et des entreprises autochtones, le soutien au commerce et à la négociation, l'accès à la formation, à l'éducation et au développement des compétences, et l'équité des projets.
- **Accès au capital :** De nombreux gouvernements et de nombreuses organisations autochtones ont un accès limité aux capitaux nécessaires au financement du développement des entreprises et de la transformation

des collectivités. On a recommandé l'établissement d'un programme national de garanties d'emprunt pour les Autochtones, car la réduction des risques liés au projet ne peut se faire que grâce à la réconciliation économique et à des partenariats qui comprennent des ententes sur l'équité.

- **Emplois durables :** Pour éliminer les obstacles à la transition vers le marché de l'emploi, il faut un financement suffisant et dédié pour les gouvernements autochtones et leurs peuples. En particulier, les travailleurs autochtones devraient bénéficier d'un soutien dans leur transition vers le marché de l'emploi.
- **Gouvernance :** Les voix autochtones ne sont pas bien représentées aux tables décisionnelles du gouvernement du Canada, y compris aux tables rondes régionales sur l'énergie et les ressources et aux autres tables décisionnelles sur les politiques climatiques. Nous avons entendu que les nations autochtones doivent être incluses en tant que partenaires à part entière, avec un soutien financier, pour s'attaquer aux inégalités structurelles et éclairer en amont l'élaboration de politiques et de programmes fondés sur les distinctions. Nous avons également entendu parler de l'importance d'accroître la représentation des Autochtones parmi nos membres et dans nos conseils stratégiques.

QUELLE EST LA PROCHAINE ÉTAPE?

Nous savons qu'il nous reste du travail à accomplir pour renforcer nos relations avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis, et pour accroître davantage la représentation des Autochtones dans nos activités de mobilisation et fournir des conseils qui sont fondés sur une compréhension plus approfondie des perspectives autochtones et qui reflètent les réalités et les priorités des Autochtones. Pour l'année à venir, nous examinerons les concepts fondamentaux de notre travail, comme la carboneutralité du point de vue des Autochtones et de l'équité, l'aménagement d'espaces éthiques pour les systèmes de connaissances occidentaux et autochtones et l'écoute des divers points de vue et des diverses perspectives des peuples autochtones afin d'en tirer des leçons pour orienter nos conseils sur les trajectoires inclusives et prometteuses vers la carboneutralité.



Gouvernance carboneutre

QU'EST-CE QUE LE GCPC ENTEND PAR GOUVERNANCE CARBONEUTRE?

Comme nous l'avons décrit dans notre [rapport annuel de 2022](#), nous définissons la gouvernance carboneutre comme le réseau de stratégies, de capacités et de relations institutionnelles nécessaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des gouvernements, pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Nos activités de mobilisation ont appuyé le travail dans ce domaine. Nous avons reçu des commentaires sur ce qui est nécessaire pour renforcer la modélisation de la carboneutralité, soutenir le leadership partagé pour la carboneutralité et définir les responsabilités nécessaires pour la surveillance des progrès et la production de rapports sur ceux-ci.

THÈMES ABORDÉS :

- **Coordonner les efforts et le leadership du gouvernement :** La coordination entre les ministères fédéraux et avec les autres ordres de gouvernement au Canada doit être améliorée pour s'harmoniser avec les ambitions de carboneutralité.
- **Collaborer et partager le leadership entre les secteurs :** Les gouvernements à tous les niveaux, le secteur privé, la société civile et les particuliers ont tous un rôle à jouer. La responsabilité, la responsabilisation et le leadership partagés sont essentiels.
- **Utiliser tous les leviers gouvernementaux possibles pour montrer l'exemple** dans le parcours vers la carboneutralité. En plus des leviers du gouvernement fédéral, le leadership provincial, municipal et autochtone est également essentiel pour atteindre la carboneutralité.
- **Harmoniser les politiques et favoriser une meilleure compréhension des compromis entre les différentes interventions :** Élaborer une évaluation exhaustive des interactions et des compromis possibles (p. ex. les coûts) entre les politiques. Rendre les résultats visibles dans l'ensemble des administrations afin d'éclairer l'ordonnement des mesures transformatrices.
- **Accélérer les mesures habilitantes supplémentaires** pour compléter les efforts d'atténuation existants des gouvernements, y compris l'avancement des mandats, la définition de la culture organisationnelle, la planification pour la carboneutralité, la désignation de champions au sein des collectivités et entre elles, et l'amélioration de l'éducation sur les changements climatiques.
- **Mesurer les progrès de façon ouverte et transparente.** Les modélisateurs et les décideurs en matière de climat et d'énergie doivent faire preuve d'une plus grande transparence en ce qui concerne leurs hypothèses et les résultats de leurs modélisations, ainsi que les valeurs qui les sous-tendent. Les modélisateurs ont besoin d'outils pour communiquer leurs résultats aux décideurs, ainsi que de sources de données, de pratiques et d'outils de modélisation ouvertement accessibles. Cela est nécessaire pour permettre un débat plus éclairé sur les modèles et les politiques subséquentes.

- **Renforcer la capacité des gouvernements à modéliser et à intégrer les perspectives qui sous-tendent la modélisation** dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques climatiques, y compris la rentabilité des politiques.
- **Promouvoir un écosystème de modélisation fondé sur la collaboration entre le milieu universitaire, le secteur privé et le gouvernement :**
Cet écosystème devrait appuyer l'élaboration de pratiques exemplaires en matière de recherche et de

modélisation ouvertes et transparentes et donner lieu à des exercices de validation des modèles. Cela est essentiel pour comparer et évaluer le rendement de la modélisation sur une base continue.

- **Cerner et combler les lacunes statistiques :** Il faut des données plus détaillées aux niveaux régional et sectoriel (p. ex. l'agriculture). Les limites actuelles des données nuisent à la capacité d'adapter les interventions stratégiques à des contextes et à des secteurs en particulier.

Activités du Carrefour de modélisation énergétique



Le Carrefour de modélisation énergétique est un réseau important qui mobilise et partage les connaissances de la communauté de la modélisation énergétique et facilite l'accès aux modèles, aux données et à l'expertise. Nous avons participé à un atelier avec le Carrefour de modélisation énergétique sur la modélisation de la carboneutralité d'ECCE, qui a mis l'accent sur l'importance de la collaboration par rapport aux outils actuels de modélisation et d'analyse de la carboneutralité. Notre Secrétariat a également participé au Forum annuel 2023 du CME au cours duquel on a exploré la possibilité d'atteindre la carboneutralité dans le secteur de l'électricité d'ici 2035 et discuté de l'intégration de contraintes et de dynamiques réelles. Le Forum a souligné l'importance de mieux comprendre les différentes incidences des politiques climatiques et énergétiques dans les régions et les ménages, ainsi que la valeur de la comparaison des résultats de modélisation de différentes organisations.

Politique industrielle de carboneutralité

QU'EST-CE QUE LE GCPC ENTEND PAR POLITIQUE INDUSTRIELLE DE CARBONEUTRALITÉ?

Comme nous l'avons décrit dans notre [rapport annuel de 2022](#), nous définissons la politique industrielle comme tout ensemble de mesures délibérées visant à réorienter l'activité économique pour résoudre des problèmes que le marché, laissé à lui-même, ne réglera pas (Sabel, 2022). Essentiellement, la politique industrielle vise à créer et à façonner l'industrie. Une politique industrielle moderne est un processus institutionnalisé de collaboration stratégique entre l'industrie et les gouvernements et d'apprentissage face à l'incertitude. Une politique industrielle de carboneutralité efficace améliore la compétitivité d'un secteur dans l'économie mondiale tout en s'attaquant à des problèmes que le marché ne peut régler à lui seul et en poussant le Canada vers une société carboneutre. Nos activités de mobilisation ont appuyé les travaux sur cette question et ont permis d'examiner le besoin d'une politique industrielle de carboneutralité ainsi que le processus et les institutions nécessaires à la réussite d'une telle politique.

THÈMES ABORDÉS :

- **Promouvoir une politique industrielle de carboneutralité** comme moyen d'améliorer le développement et le déploiement de technologies propres, la compétitivité économique du Canada, surtout à la lumière de *l'Inflation Reduction Act* des États-Unis, ainsi que la mobilisation politique et publique en faveur de la carboneutralité. On a constaté beaucoup d'enthousiasme et d'appui à l'égard d'une politique fédérale robuste en matière de carboneutralité industrielle au Canada.
- **Cibler davantage les programmes de financement existants et les investissements privés** de manière à positionner stratégiquement le Canada pour qu'il puisse soutenir la concurrence et prospérer dans une économie carboneutre. Il est important que les programmes n'aient pas trop de priorités ou d'objectifs.
- **Établir des objectifs économiques quantitatifs clairs en matière de politique industrielle de carboneutralité.** En s'appuyant sur un leadership politique soutenu, une main-d'œuvre qualifiée, une chaîne d'approvisionnement stable, une technologie habilitante dans tous les secteurs, une planification régionale, des obstacles réglementaires minimaux et des investissements.
- **Soutenir les innovateurs précoces** dans le développement et le déploiement commercial de technologies qui s'harmonisent avec les objectifs de la politique industrielle de carboneutralité. Plus particulièrement, les petites et moyennes entreprises ont besoin d'information et de soutien pour accéder aux possibilités dans une économie carboneutre.

- **Tenir compte des contextes internationaux**, y compris des marchés, des possibilités de collaboration à l'échelle mondiale et des forces géopolitiques pendant l'élaboration des politiques, tout en rehaussant la compétitivité du Canada (p. ex. en réaction à l'*Inflation Reduction Act* des États-Unis).
- **Intégrer les principes de l'économie circulaire** à la politique et aux projets industriels carboneutres, ainsi que les efforts visant à produire des retombées sociales positives.
- **Se faire à l'idée de connaître des échecs**. La conception et la mise en œuvre d'une politique industrielle de carboneutralité passent nécessairement par l'établissement d'une culture d'expérimentation, d'apprentissage et d'ajustement continu, y compris la planification itérative de scénarios.
- **Favoriser une collaboration continue** avec les gouvernements, l'industrie, les centres de recherche et les peuples autochtones sur la conception des cibles de la politique industrielle, et pendant la mise en œuvre et la surveillance de celle-ci.
- **Envisager de centraliser le leadership en matière de politique industrielle au sein du gouvernement**. La coordination de la politique industrielle entre plusieurs ministères a représenté un défi dans d'autres pays. À l'échelle mondiale, la politique industrielle fonctionne mieux lorsqu'elle est directement intégrée au cœur même du gouvernement.
- **Décisions d'investissement direct** par l'entremise d'organismes indépendants qui sont à l'abri de l'influence des titulaires de charges, mais qui ont une expertise de l'industrie.



POINTS DE DIVERGENCE

Remarque : Les points de divergence reflètent les divergences d'opinions entre les intervenants qui ont participé. Nous avons choisi de ne pas refléter le niveau de soutien pour ou contre des idées précises, ou indécis, car notre échantillon de personnes mobilisées était relativement petit.

Les transformations majeures du système énergétique ont toujours exigé un leadership de la part du gouvernement. Le Canada devrait délibérément sélectionner des secteurs précis et concentrer ses ressources de manière à ce qu'il soit en mesure de soutenir la concurrence et de prospérer dans une économie carboneutre.

Contre – Le Canada ne devrait pas sélectionner des secteurs précis à soutenir au moyen d'une politique industrielle de carboneutralité et adopter plutôt une approche sectorielle de la politique industrielle.

L'hydrogène est un secteur approprié à cibler et à développer pour une économie canadienne carboneutre.

Contre – L'hydrogène présente ses limites en raison du rapport coût-efficacité et des émissions du cycle de vie et ne devrait pas être placé au cœur de la stratégie industrielle de carboneutralité.

La foresterie à valeur ajoutée est un secteur prioritaire à cibler pour une économie canadienne carboneutre.

Contre – Il pourrait devenir problématique de cibler la foresterie à valeur ajoutée comme secteur prioritaire pour une politique industrielle de carboneutralité sans tenir compte de l'incidence des émissions de l'industrie forestière et des hypothèses de régénération forestière de l'industrie.

Recherche en cours – Politique industrielle de carboneutralité



En plus de ce que nous avons entendu dans le cadre de séances d'information sur la politique industrielle de carboneutralité, de tables rondes et de discussions, nous recueillons actuellement des points de vue sur la politique industrielle de carboneutralité dans le cadre d'un projet de recherche en cours visant à mobiliser les principaux acteurs nationaux dans ce domaine, notamment : les associations et les entreprises de l'industrie, les ministères fédéraux et les sociétés d'État, les gouvernements provinciaux et les dirigeants autochtones. L'objectif de ce projet est de recenser les points de vue des acteurs clés sur la politique industrielle et de déterminer quels changements dans les capacités, les éléments culturels, les mécanismes de gouvernance et les outils politiques seraient les plus propices à la réussite de la mise en œuvre de la politique industrielle de carboneutralité. Dans le cadre de cette étude, nous mettons l'accent sur les quatre secteurs prioritaires indiqués dans notre rapport annuel de 2022 : les véhicules électriques, l'hydrogène, les biocarburants et la foresterie à valeur ajoutée.

Systemes énergétiques carboneutres

QU'EST-CE QUE LE GCPC ENTEND PAR SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES CARBONEUTRES?

Comme nous l'avons décrit dans notre [rapport annuel de 2022](#), nous définissons les systèmes énergétiques carboneutres comme étant la production, la conversion, le transport, la distribution, le stockage et la consommation d'énergie requise pour produire un réseau énergétique fonctionnel qui répond à la demande et génère des émissions nettes nulles. Nos activités de mobilisation ont soutenu le travail du GCPC dans ce domaine et ont suscité des conversations visant à remettre en question les façons dont nous pensons aux systèmes énergétiques du Canada, les gérons et collaborons pour les transformer en profondeur afin d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

THÈMES ABORDÉS :

- **Promouvoir une vision canadienne des systèmes énergétiques carboneutres** afin de stimuler la demande et les investissements nécessaires. Pour assurer une transition équitable, nous avons besoin de la contribution de diverses perspectives de partout au Canada, y compris de la voix des Autochtones, ainsi que de renseignements provenant de multiples modèles de carboneutralité transparents.
- **Reconnaître que l'atteinte d'un réseau presque carboneutre d'ici 2035** est une étape fondamentale pour le Canada dans l'atteinte de systèmes énergétiques carboneutres d'ici 2050, y compris par la mise en œuvre du Règlement sur l'électricité propre avec des exceptions limitées (p. ex. pour les collectivités éloignées, les situations urgences et les scénarios de compensation à durée limitée).
- **Communiquer clairement les avantages des options pour l'énergie propre**, y compris les économies de coûts futures, et faire preuve de transparence quant à la prise en compte de solutions de rechange, notamment en ce qui a trait à la fiabilité du système énergétique, à l'abordabilité, à la sécurité et à la résilience, afin de bâtir la confiance et l'acceptation sociale.
- **Élargir le réseau électrique du Canada de façon durable et rapide.** Cette expansion comprend la production, la distribution, le transport, la gestion de la demande et le stockage. De plus, il faudra adopter de nouveaux règlements et accroître l'efficacité de la réglementation, établir des partenariats entre le gouvernement fédéral, les provinces et les services publics et accroître les investissements soutenus par des mesures d'incitation publiques qui permettront au Canada de soutenir stratégiquement la concurrence devant les mesures d'incitation offertes par l'*Inflation Reduction Act* des États-Unis.
- **Renforcer la certitude réglementaire, la transparence et la prévisibilité** afin d'attirer des capitaux privés et de soutenir la compétitivité économique du Canada. Reconnaître les défis liés à la construction de l'infrastructure nécessaire de systèmes énergétiques carboneutres compte tenu de la rapidité et l'échelle requises, aux pénuries de main-d'œuvre et aux

processus complexes d'obtention de permis et d'approbation réglementaire des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

- **Reconnaître les défis inhérents à l'alignement du réseau d'électricité dans la trajectoire vers la carboneutralité à l'échelle de la fédération, en tenant compte des différences régionales, et continuer de les relever.** Les institutions et les politiques nationales et régionales en matière d'électricité doivent collaborer et travailler en coordination pour faciliter une feuille de route nationale vers la carboneutralité.
- **Explorer le potentiel des interconnexions** qui relient les réseaux électriques voisins afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, en tenant pour acquis que le gouvernement fédéral jouerait un rôle de rassembleur pour soutenir la coopération interprovinciale dans la décarbonisation du réseau.
- **Accroître considérablement l'efficacité énergétique afin de réduire la consommation d'énergie,** notamment par la gestion de la demande, un outil clé pour atteindre les objectifs de carboneutralité.
- **Engager le dialogue dès le départ et établir des partenariats d'équité avec les peuples autochtones.** Pour réussir à élaborer des projets de systèmes énergétiques en temps opportun au Canada et pour que le Canada saisisse ici une occasion d'inclure des partenaires autochtones, qui ont été exclus dans le passé, il est essentiel de respecter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, notamment la notion de consentement préalable donné librement et en connaissance de cause, en plus de soutenir l'élaboration de solutions énergétiques dirigées par les Autochtones et d'établir des partenariats d'équité.
- **Élaborer des politiques et des solutions énergétiques qui offrent la souplesse nécessaire pour tenir compte des différents besoins des collectivités,** de l'accès à la formation, de l'équipement et du soutien financier nécessaires pour la participation des Autochtones afin d'éliminer les principaux obstacles systémiques. Par exemple, un investissement important pour répondre aux besoins en matière d'offre de logements et de rénovation contribuerait aux objectifs des systèmes énergétiques, stimulerait la création d'emplois et ferait progresser la réconciliation.

POINTS DE DIVERGENCE

Remarque : Ce point de divergence reflète la divergence d'opinions entre les intervenants qui ont participé. Nous avons choisi de ne pas refléter le niveau de soutien pour ou contre des idées précises, ou indécis, car notre échantillon de personnes mobilisées était relativement petit.

Il est nécessaire d'établir un plafond national sur les émissions du secteur pétrolier et gazier, assorti d'un indice élevé de rigueur et d'une mise en œuvre rapide, pour que le secteur pétrolier et gazier fasse sa juste part pour aider le Canada à atteindre ses objectifs en matière de réduction des gaz à effet de serre.

Contre – On ne devrait pas imposer un plafond national sur les émissions du secteur pétrolier et gazier, car les émissions du secteur pétrolier et gazier sont déjà gérées au moyen des politiques et des règlements fédéraux, provinciaux et territoriaux existants.

Élaborer une vision de systèmes énergétiques carboneutres pour tous les Canadiens – Événement de la COP28

Organisé conjointement par le GCPC et l'Institut canadien du climat, cet événement a permis d'examiner les progrès réalisés dans la transition énergétique à l'échelle internationale et au Canada, ainsi que la façon de poursuivre l'élan récemment donné par les discussions mondiales qui ont eu lieu à la COP28 visant à tripler la capacité de production d'énergie renouvelable et à doubler le taux d'efficacité énergétique et d'abandon des combustibles fossiles. Des panélistes de la Métis Nation of Alberta, de la Commission présidentielle sur le climat d'Afrique du Sud, de SevenGen Energy, du Conseil des

jeunes sur l'environnement et les changements climatiques, de l'Institut canadien du climat et du GCPC ont souligné que la transition énergétique ne vise pas seulement à réduire les émissions, mais aussi à générer des avantages économiques, environnementaux et sociaux, et à produire une énergie propre, fiable et abordable. Il est essentiel d'établir des relations et des partenariats avec les communautés et les peuples autochtones pour continuer à faire avancer une transition équitable en collaboration avec des communautés saines qui tirent parti des occasions générées.

Mesures pour 2030 et cible pour 2035

Au cours de l'été 2023, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique nous a demandé d'élaborer des conseils sur des mesures supplémentaires possibles pour aider le Canada à atteindre sa cible de réduction des émissions de 2030 et la cible de réduction de gaz à effet de serre du Canada pour 2035.

Pour étayer ces conseils, à l'automne 2023, nous avons demandé l'avis de divers experts. La mobilisation de ces experts a porté sur les nouvelles mesures possibles de réduction des gaz à effet de serre à mettre en œuvre pour 2030, les lacunes dans la conception et la mise en œuvre des mesures existantes, ainsi que les recommandations sur l'objectif du Canada en matière de gaz à effet de serre pour 2035 et pourquoi.

Afin d'enrichir nos conseils, nous avons également sollicité des opinions sur les mesures de transformation que le gouvernement du Canada pourrait mettre en œuvre pour réaliser des réductions importantes des émissions non incrémentielles, la façon dont les mesures climatiques fédérales devraient être conçues et mises en œuvre pour faire progresser la réconciliation avec les peuples autochtones sur la trajectoire d'un avenir carboneutre équitable, et ce qui est nécessaire pour établir un plus grand consensus sociétal sur la carboneutralité.

THÈMES ABORDÉS :

- **Mettre en œuvre les engagements existants en matière de politique climatique dans le Plan de réduction des émissions pour 2030 du Canada**, notamment le plafond des émissions pour le secteur pétrolier et gazier, la réglementation de l'électricité propre, la stratégie des bâtiments écologiques, le crédit d'impôt à l'investissement dans le captage, l'utilisation et le stockage du carbone et le projet de loi intitulé *Loi canadienne sur les emplois durables*.
- **Renforcer les mesures de politique climatique existantes**, y compris la tarification du carbone et de nouveaux mécanismes complémentaires de réduction des risques, comme les contrats de carbone pour les différences, un système de tarification fondé sur le rendement plus rigoureux/renforcé, un prix du carbone majoré après 2030, les ajustements aux frontières pour le carbone, le Règlement sur l'électricité propre avec une cible provisoire, les crédits d'impôt pour l'investissement propre avec des exigences d'accès, mandats relatifs aux véhicules à émission zéro, les règlements sur le méthane, l'élimination progressive de toutes les subventions aux combustibles fossiles, ainsi que le projet de loi intitulé *Loi canadienne sur les emplois durables* (p. ex. Fonds pour le transport en commun, programmes d'efficacité énergétique et de thermopompes).

- **Faire progresser les mesures habilitantes** relatives à la politique industrielle de carboneutralité, à l'harmonisation de l'économie circulaire avec la carboneutralité, aux chaînes d'approvisionnement et à l'infrastructure, à la sensibilisation et à la mobilisation du public à carboneutralité, à la modélisation de l'énergie accessible et stratégique, à la formation des travailleurs et à la prise de décisions fédérales en matière de carboneutralité.
- **Établir des partenariats** avec les jeunes, les peuples autochtones, le milieu universitaire, le secteur privé (y compris les petites et moyennes entreprises) et les collectivités afin de favoriser la sensibilisation, la mobilisation et l'inclusion pour un avenir carboneutre.
- **Établir l'objectif du Canada en matière d'émission de gaz à effet de serre pour 2035 en fonction des plus récentes données scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat**, en tenant compte de la juste part du Canada en matière de réduction des gaz à effet de serre, ainsi que de la modélisation transparente effectuée par des experts gouvernementaux et externes en modélisation. Les objectifs du Canada en matière de réduction des gaz à effet de serre devraient définir un rôle approprié pour l'utilisation de crédits compensatoires et de technologies d'émissions négatives. Le Canada devrait également examiner les cibles sectorielles et l'utilisation d'un budget carbone.
- **Élargir et améliorer la coordination des investissements dans les programmes de logement** afin de permettre une « vague de rénovation » à l'échelle du Canada qui intègre des objectifs en matière de santé, d'abordabilité et d'adaptation, tout en soutenant les Canadiens à faible revenu et les besoins uniques en matière de logement des collectivités autochtones, nordiques et éloignées.
- **Réglementer le secteur financier du Canada en s'alignant sur les engagements climatiques du Canada;** Cela peut aussi comprendre les régimes de retraite publics et les sociétés d'État.
- **Relever de multiples défis :** Une politique climatique carboneutre véritablement transformatrice doit faire plus que simplement réduire les émissions; elle doit relever de multiples défis à la fois, y compris la crise du logement, la crise de la biodiversité, l'insécurité alimentaire, l'abordabilité de l'énergie, la santé et le bien-être des citoyens, le manque de transport en commun partout au pays, les différences régionales, les besoins différents entre les milieux urbain et rural et les objectifs de l'économie circulaire.

POINTS DE DIVERGENCE

Remarque : Les points de divergence reflètent les divergences d'opinions entre les intervenants qui ont participé. Nous avons choisi de ne pas refléter le niveau de soutien pour ou contre des idées précises, ou indécis, car notre échantillon de personnes mobilisées était relativement petit.

Il est important de dégager un consensus suffisant pour obtenir des décisions à temps afin de permettre des progrès vers la carboneutralité.

Contre - Compte tenu des coûts croissants de l'inaction et des technologies propres de plus en plus concurrentielles sur le plan des coûts, il n'est pas nécessaire d'avoir un consensus et sociétal pour aborder des questions de politique publique complexes comme l'engagement du Canada à atteindre la carboneutralité. Si la carboneutralité doit nécessairement passer par le consensus sociétal, elle sera plus difficile à atteindre.

L'objectif du Canada en matière d'émission de gaz à effet de serre pour 2035 doit être ambitieux afin de prendre les mesures nécessaires pour que le Canada atteigne la carboneutralité.

Contre - Plutôt que de fixer une cible ambitieuse qui risque d'être ratée, l'objectif du Canada en matière de gaz à effet de serre pour 2035 devrait être fondé sur ce qui est réalisable et économiquement viable.

Les mesures régulant l'offre ont un rôle à jouer dans l'industrie des combustibles fossiles (p. ex. interdiction des exportations de charbon thermique, réduction progressive et ordonnée de l'extraction de combustibles fossiles).

Contre - Le gouvernement devrait mettre l'accent sur les mesures régulant la demande et soutenir l'industrie pétrolière et gazière pour faire des investissements dans la décarbonisation.

Mobilisation internationale



En plus de ses activités de mobilisation à l'échelle nationale, le Groupe consultatif pour la carboneutralité est un membre actif du Réseau international des conseils climatiques (RICC), le premier groupe en son genre dont la mission est de favoriser la collaboration entre les conseils climatiques du monde entier et, s'il y a lieu, de soutenir la création de nouveaux conseils climatiques en tant qu'organisations connaissantes se fondant sur des données probantes afin d'orienter et de surveiller la prestation de services d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci. Le nombre de membres du RICC a continué de croître depuis sa création en 2021 et comprend maintenant des conseils de plus de 20 pays. Le GCPC demeure un contributeur actif au forum et siège à son comité directeur. Grâce à sa participation, le GCPC a pu partager ses connaissances en matière de politique climatique et ses connaissances opérationnelles avec d'autres conseils sur le climat et, à son tour, en apprendre davantage sur les pratiques exemplaires d'autres membres du RICC.

Soutenir la recherche et la mobilisation sur la carboneutralité

En plus de nos activités de mobilisation visant à fournir des conseils à l'intention du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, nous avons eu le privilège de jouer un rôle de soutien pour de nouvelles activités de recherche et de mobilisation sur la carboneutralité d'autres organisations.

RECHERCHE

En 2022, le GCPC a été consulté sur l'identification de [projets de recherche sur la carboneutralité](#) aux fins du financement d'Environnement et Changement climatique Canada. Ce financement vise à catalyser la recherche, l'analyse et la mobilisation des connaissances sur la carboneutralité par les groupes de réflexion, les établissements d'enseignement canadiens et d'autres groupes de recherche travaillant sur les lacunes dans les connaissances sectorielles et les thèmes transversaux de la carboneutralité. Ces projets visent à recenser, accélérer et évaluer les mesures d'atténuation qui peuvent aider le Canada à atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

Les projets sont financés par le Fonds pour dommages à l'environnement et le Fonds d'action et de sensibilisation pour le climat administrés par Environnement et Changement climatique Canada et s'harmonisent avec les thèmes de recherche définis par le GCPC, notamment : définir les futurs systèmes requis pour atteindre la carboneutralité; les obstacles sur les trajectoires vers la carboneutralité; les effets distributifs des trajectoires vers la carboneutralité sur les travailleurs, les travailleuses, leurs familles et leurs collectivités; et motiver les mesures qui favorisent l'atteinte de la carboneutralité. Les projets comprennent :

- **Énergie propre Canada** : En route vers la carboneutralité : Accélérer l'adoption de véhicules moyens et lourds à émission zéro au Canada.
- **Efficacité Canada** : Aligner les politiques d'efficacité énergétique avec la carboneutralité.
- **Mobilité électrique Canada** : Perspective nationale et infranationale sur l'adoption des véhicules électriques, les obstacles et les impacts sur le réseau électrique.
- **Institut de l'énergie Trottier** : Contributions de la biomasse dans l'atteinte de la carboneutralité.
- **Institut du Québec** : Développement d'indicateurs économiques carboneutres.
- **Net Zero Atlantic** : Déterminer les interventions comportementales cruciales pour permettre une transition efficace vers la carboneutralité dans le Canada atlantique.

- **Institut Pembina** : Solutions réglementaires : analyses et recommandations pour accélérer l'électrification des bâtiments, des transports et la production gazière.
- **Polytechnique Montréal** : Dimensions sociétales et risques de l'extraction des métaux pour l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050 au Canada.
- **Quality Urban Energy Systems of Tomorrow (QUEST)** : Stimuler les mesures visant la carboneutralité dans les petites collectivités du Canada.
- **Québec Net Positif** : Les petites et moyennes entreprises (PME) en transition.
- **Énergie des étudiants** : Recherche pour pallier les lacunes en matière de compétences vertes chez les jeunes pour une économie carboneutre au Canada.
- **Institut Boltzmann** : Deux trajectoires pour des bâtiments carboneutres.
- **Université de l'Alberta** : Bâtir une trajectoire de transition vers la carboneutralité pour les camions lourds (classe 8) du Canada qui tient compte des différences provinciales et des principaux obstacles.
- **Université de la Colombie-Britannique** : Le carbone intrinsèque des bâtiments : obstacles et solutions pour des politiques et des mesures efficaces.
- **Université de Calgary** : Partenariat pour une politique climatique canadienne : surveillance et suivi des progrès.
- **Université de Waterloo** : Quantification des avantages et des risques de l'utilisation de l'hydrogène pour l'intégration sectorielle dans les municipalités canadiennes en vue de la carboneutralité.



MOBILISATION

Afin d'appuyer le mandat du GCPC de mener des activités de mobilisation, **sept projets de mobilisation pour la carboneutralité** ont été déterminés par le GCPC et financés par Environnement et Changement climatique Canada en 2022. Ces projets de mobilisation des jeunes et des Autochtones répondent au mandat du GCPC en matière de mobilisation et de reconnaissance du fait que les parcours vers la carboneutralité doivent être éclairés par des groupes qui sont actuellement sous-représentés dans le discours sur la carboneutralité au Canada. Le GCPC a également demandé à une agence de conception-réflexion, LEAEDO, de diriger des séances de conception-réflexion sur la mobilisation des jeunes pour la carboneutralité en 2022-2023.

Ces projets financés appuient des initiatives et des projets qui renforcent la sensibilisation, le dialogue et les capacités en matière de carboneutralité. Les projets comprennent les suivants :

- Conseil de l'Alberta pour l'éducation à l'environnement** : Donner les moyens à 78 000 jeunes de l'Alberta pour devenir les leaders des solutions aux changements climatiques de demain, élargir la portée du programme d'Écoécoles au-delà de la région de la capitale pour inclure les jeunes autochtones et les jeunes vivant en milieu rural et renforcer la capacité de 2 600 enseignants afin d'offrir un enseignement sur les solutions climatiques.
- L'apathie c'est plate** : Créer des ressources (p. ex. infographies et vidéos) pour informer les jeunes sur les initiatives de carboneutralité et former les jeunes en vue de les aider à tenir des conversations avec leurs réseaux sur la carboneutralité **(en savoir plus)**.
- Cambium Indigenous Professional** : Analyse de la portée des initiatives autochtones liées à la carboneutralité au Canada et conception/mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation des Autochtones.
- Fondation pour la gestion de l'environnement** : Élaborer un portail de solutions à sources ouvertes aux changements climatiques à l'intention des jeunes et des éducateurs afin d'enseigner des solutions climatiques carboneutres
- liées au projet Drawdown et créer un programme de bourses ou d'incubateurs pour les conseils de jeunes et d'étudiants dans le but de mettre en œuvre des projets carboneutres **(en savoir plus)**.
- Conseil du bassin du Fraser** : Produire une série de balados sur la carboneutralité et des vidéos qui accompagnent les balados pour rendre la carboneutralité pertinente aux jeunes et aux familles **(en savoir plus)**.
- Institut du Nouveau Monde** : Formation d'une cohorte de jeunes en vue de tenir des dialogues sur le climat et d'élaborer des propositions fondées sur ces dialogues, y compris les leçons apprises **(en savoir plus)**.
- Énergie des étudiants** : Organiser des campagnes de sensibilisation à la carboneutralité pour la démystifier auprès des jeunes. Planifier également des réunions régionales avec les chapitres Student Energy afin de mettre l'accent sur des sujets liés à la carboneutralité, de mettre à jour le programme de bourses d'études de Student Energy et de mettre au point un matériel d'apprentissage à consommation énergétique carboneutre.

Réflexions finales

Nous reconnaissons que les trajectoires les plus probables sont fondées sur une expérience concrète et sont définies en collaboration. Nous ne pouvons pas y arriver seuls et reconnaissons la valeur du temps, de l'énergie et des efforts de tous ceux qui ont collaboré avec nous et qui ont partagé des idées et des innovations et nous épaulent dans l'atteinte de l'objectif de carboneutralité du Canada.

Bien que les commentaires que nous avons entendus n'aient pas pu tous être consignés en détail, nous espérons que ce rapport aura donné au lecteur une idée des principaux thèmes soulevés lors de nos activités de mobilisation de 2022 et de 2023. Nous vous invitons à nous faire part de vos réflexions et de vos commentaires sur ce rapport en les communiquant avec nous à l'adresse gcp-c-nzab@ec.gc.ca.

Au cours de l'année 2024, à la lumière des résultats de nos activités de mobilisation, nous publierons notre prochain rapport annuel, et les conseils à l'intention du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, ainsi que nos conseils pour l'établissement de la cible de réduction des émissions du Canada pour 2035. Nous sommes impatients de renforcer nos relations avec les intervenants et les partenaires et d'écouter de nouvelles voix, de nouveaux points de vue et de nouvelles histoires pour éclairer nos conseils sur les trajectoires vers la carboneutralité au cours des mois et des années à venir.



Membres du GCPC

ACTUELS



Catherine Abreu,
Fondatrice et
directrice exécutive,
Destination Zero



Michael Bernstein,
Directeur général,
Clean Prosperity



Anne de Bortoli,
Responsable de la
recherche sur la
carboneutralité,
Polytechnique
Montréal



Louise Comeau,
Iris Communications et
conseillère principale,
Re.Climat



Simon Donner,
Professeur,
Département
de géographie,
Université de la
Colombie-Britannique



Robert Hornung,
Consultant
indépendant



Sarah Houde,
PDG, Milebox



Shianne McKay,
Gestionnaire de projet,
Centre des ressources
environnementales
autochtones



Karen Ross,
Directrice exécutive,
Farmers for Climate
Solutions



Gaëtan Thomas,
Président-directeur
général, Conseil
économique du
Nouveau Brunswick

ANCIENS

Linda Coady, PDG,
B.C. Council of
Forest Industries

Marie-Pierre Ippersiel,
PDG, PRIMA Québec
(coprésidente)

Dan Wicklum, PDG,
Accélérateur de
transition (coprésident)

John Wright, ancien
président, SaskPower

Yung Wu, PDG, District
de la découverte MaRS

Annexe: LISTE DES ORGANISATIONS ET DES PERSONNES MOBILISÉES

Accelerate Canada
Affordable Energy Coalition
Agence internationale de l'énergie
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Alberta Council for Environmental Education
Alberta Electric Systems Operator
Americana
Arctic Energy Alliance
Assemblée des Premières Nations
Association canadienne des producteurs d'acier
Association canadienne du biogaz
Association de l'aluminium du Canada
Association des consommateurs industriels de gaz
Association des produits forestiers du Canada
Association fiscale internationale
Association minière du Canada
Association nucléaire canadienne
Association of Professional Engineers and Geoscientists of Alberta
Association pour l'investissement responsable
Atlantica Energy
Banque TD
BC Climate Solutions Council
BC Hydro
Bentley Allan, Johns Hopkins University / Accélérateur de transition
Bloc Québécois
BMO Institut pour le climat
Boke Consulting
Brendan Haley, Université Carleton
Brett Dolter, Université de Regina
Bryn Wood, Conseil communautaire de NunatuKavut
Bureau du Conseil privé
Bureau du développement durable de l'Université Dalhousie
Bureau du surintendant des institutions financières
Cambium Indigenous Professional Services
CAMPUT
CanmetÉNERGIE
Carbon Removal Canada
Centre autochtone de ressources environnementales
Centre canadien de politiques alternatives
Centre d'excellence en ressources naturelles des Premières Nations de la Saskatchewan
Centre des compétences futures
Chambre de commerce de Calgary
Chambre de commerce du Canada
Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Christina Hoicka, Université de Victoria
CIBC
Clean Energy Canada
Climate Change Advisory Council (Irlande)
Climate Change Committee (Royaume-Uni)
Climate Equity Reference Project Canada
Coalition de Premières Nations pour les grands projets
Comité consultatif sur les changements climatiques
Comité national inuit sur les changements climatiques
Comité permanent des ressources naturelles de la Chambre des communes
Comité sénatorial de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles
Commissaire à l'environnement et au développement durable
Commission présidentielle sur le climat (Afrique du Sud)
Congrès du travail du Canada
Conseil canadien des affaires
Conseil consultatif canadien de l'électricité
Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick
Conseil des jeunes sur l'environnement et les changements climatiques
Conseil du bassin du Fraser
Conseil national de recherches
Cycle Central
Damon Matthews, Université Concordia
Dana Tizya-Tramm, Première Nation des Gwitchin Vuntut
Daniel Horen Greenfield, Université de Barcelone
Défense environnementale
Directeur parlementaire du budget
District de la découverte MaRS
East Coast Environmental Law
Ecojustice
École de la fonction publique du Canada
Ecology Action Centre
Efficacité énergétique Canada
Efficiency Nova Scotia
Électricité Canada
Énergie des étudiants
Énergie positive, Université d'Ottawa
Energy Futures Lab
Energy Modelling Hub
Energy Safety Canada - Careers in Energy
Environnement et Changement climatique Canada
Équiterre
ESMIA
Exportation et développement Canada
Fédération canadienne des municipalités
Finances Canada
First Nations Power Authority

Fondation David Suzuki	Ministre de l'Environnement de la Saskatchewan
Fondation pour l'intendance environnementale	Ministre de l'Environnement et des Aires protégées de l'Alberta
Fraternité internationale des ouvriers en électricité du Canada	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Nouvelle-Écosse
GLOBE Series	Ministre de l'Environnement et du Climat du Manitoba
Halifax Climate Hub	Ministre de l'Environnement, Yukon
Hassan Yussuf, Sénat du Canada	Mobilité électrique Canada
He Pou a Rangi Climate Change Commission (Nouvelle-Zélande)	Municipalité régionale d'Halifax
HEC Montréal	Nature Canada
Heiltsuk Climate Action	Net-Zero Atlantic
Hope Blooms	Nicholas Rivers, Université d'Ottawa
Hydro One	Nick Mercer, Université Dalhousie
Ian Shugart (in memoriam), Sénat du Canada	Nova Scotia Utility and Review Board
ImaGENation	Oceans North
Indigenous Clean Energy	Pathways Alliance
Indigenous Climate Action	Pêches et Océans Canada
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	Polytechnique Montréal
Institut Boltzman	Propulsion Québec
Institut canadien du climat	Quality Urban Energy Systems of Tomorrow (QUEST)
Institut de l'énergie Trottier	Québec Net Positif
Institut du Québec	Ralliement national des Métis
Institut international du développement durable	RBC
Institut Pembina	Régie canadienne de l'énergie
Institut pour l'IntelliProsperité	Réseau action climat
Inuit Tapiriit Kanatami	Réseau de leadership des investisseurs
James Meadowcroft, Carleton University / Transition Accelerator	Réseau international des conseils du climat
Jonas Meckling, University of California, Berkeley	Ressources naturelles Canada
Jonas Nahm, Johns Hopkins School of Advanced International Studies	Retrofit Canada Conference
Kirsten Zickfeld, Université Simon Fraser	Sara Hastings Simon, Université de Calgary
Kitinganiq Makerspace Network	Scott Skinner, Table ronde ministérielle sur l'environnement et la prospérité durable
Kristen van de Biezenbos, Université de Calgary	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Kuujuaraapik Whapmagoostui Renewable Energy Corporation	Services publics et Approvisionnement Canada
L'apathie c'est plate	SevenGen Energy
Laboratoire des politiques d'innovation, Université de Toronto	Smart Energy Conference
Madeleine McPherson, Université de Victoria	Solener 2016
Manufacturiers et exportateurs du Canada	Sustainable Finance Action Council
Marc Jaccard, Université Simon Fraser	Université de Calgary
Matthew Mendelsohn, Boston Consulting Group / Toronto Metropolitan University	Université de l'Alberta
Matthew Hoffman, Université de Toronto	Université de la Colombie-Britannique
Métis Nation of Alberta	Université de Waterloo
Ministère de l'Environnement et du Changement climatique, Territoires du Nord-Ouest	Universités Canada
Ministère de l'Infrastructure, Territoires du Nord-Ouest	Vancouver Island Engineering Society
Ministère des Ressources naturelles et des Énergies renouvelables, Nouvelle-Écosse	West Coast Environmental Law
Ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie, Nouveau-Brunswick	YAB Management
	Youth Climate Lab
	Yukon Climate Leadership Council (anciens coprésidents)
	Zzap Architecture and Planning
	2050 Calculator Canada



* Groupe consultatif pour la
Carboneutralité